

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
Division de Bar-le-Duc  
14 rue Antoine Durenne  
Parc Bradfer - CS 70542  
55013 Bar-le-duc Cedex

Bar Le Duc, le 27/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MSE L'EPINE**

Immeuble Le Terra  
250 Rue Maryam Mirzakhani  
34000 Montpellier

Références : 614-2025  
Code AIOT : 0006209310

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2025 dans l'établissement MSE L'EPINE implanté AMANTY 55130 Amanty. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MSE L'EPINE
- AMANTY 55130 Amanty
- Code AIOT : 0006209310
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MSE l'Epine est autorisée, par antériorité, à exploiter un parc éolien composé de 6 éoliennes et 1 poste de livraison à AMANTY. Leur mise en service a eu lieu le 30/12/2010. Les principales caractéristiques des éoliennes sont : hauteur de mât 80 m, hauteur totale 126 m, puissance unitaire 2,05 MW.

#### Contexte de l'inspection :

- Accident

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Déclaration d'accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69	Mesures d'urgence	1 jour

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un incendie s'est produit au niveau de l'éolienne E4 du parc de l'Épine, sur la commune d'Amanty. L'éolienne est endommagée (la nacelle est détruite et les pales sont brisées). L'exploitant a pris des mesures pour éviter un sur-accident en limitant l'accès à la machine endommagée. Le sol est pollué par des débris et de l'huile s'écoule le long du mât de l'éolienne.

L'exploitant a engagé des actions en vue de dépolluer le site, de sécuriser l'éolienne E4 et de contrôler l'ensemble des autres machines du parc avant leur redémarrage.

En raison de la durée indéterminée durant laquelle l'éolienne E4 ne pourra être considérée comme sécurisée, l'inspection juge nécessaire de prendre un arrêté préfectoral imposant à l'exploitant, en application de l'article L. 512-20 du Code de l'environnement, les prescriptions de mise en sécurité, les mesures conservatoires et les conditions de remise en service.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Déclaration d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion post-accident
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises

à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Le lundi 24 novembre 2025, l'exploitant a informé l'inspection, par téléphone, de la survenue d'un incendie au niveau de la nacelle de l'éolienne E4 de son parc situé sur la commune d'Amanty. L'incendie a eu lieu le dimanche 23 novembre 2025 au matin, vers 7h30. Il a duré environ 1 h et n'a pas nécessité la mise en œuvre de moyens en eau par le SDIS.

Lors de la visite, l'inspection constate que la nacelle est totalement détruite. Les pales, déjà endommagées par l'incendie, se sont brisées au moment de la visite. Elles restent accrochées à la nacelle.

L'incendie a généré la projection de divers débris sur le sol. L'inspection observe également la présence d'huile le long du mât de l'éolienne. L'exploitant indique avoir contacté une entreprise afin d'engager des opérations de dépollution du sol.

L'exploitant a mis à l'arrêt l'ensemble des machines du parc de l'Épine, ainsi que l'unique éolienne du parc de Podevosse attenante dont il est également le propriétaire. Il précise que l'éolienne E4 a été isolée du réseau électrique. Les autres machines restent alimentées afin d'éviter leur dégradation rapide compte tenu des conditions météorologiques actuelles.

L'exploitant projette un contrôle préventif de l'ensemble des éoliennes du parc. Une inspection par drone est programmée afin de préparer la mise en sécurité de la nacelle.

L'exploitant a interdit la voie d'accès à l'éolienne endommagée E4. La route départementale D168, située à environ 150 m de l'éolienne, a été fermée. Une entreprise de gardiennage doit assurer une présence continue, 24 h/24.

À la suite de la visite, l'exploitant a précisé, par courriel adressé à l'inspection, qu'un périmètre de sécurité est en cours de déploiement. Celui-ci sera matérialisé le long de la zone réglementée à l'aide de cônes de chantier à compter du 25 novembre. Un périmètre d'exclusion, incluant une zone d'effet d'un diamètre de 60 m, sera également balisé.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

En raison de la durée indéterminée durant laquelle l'éolienne ne pourra être considérée sécurisée, l'inspection juge nécessaire de prendre un arrêté préfectoral d'urgence imposant à l'exploitant, en application de l'article L. 512-20 du Code de l'environnement, les prescriptions de mise en sécurité, de mesures conservatoires et de conditions de remise en service.

L'exploitant doit également transmettre à l'inspection :

- un rapport d'accident,
- le résultat du contrôle de l'ensemble des éoliennes du parc,

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mesures d'urgence

**Proposition de délais :** 1 jour